



Sanctionner plutôt qu'accompagner ou comment le gouvernement s'attaque à la jeunesse

Il les a dans le viseur, il ne les lâchera pas, les fameux *"feuteurs de trouble"*. C'est la petite musique que nous joue le Premier ministre Gabriel Attal depuis plusieurs semaines. Comme si tous les maux de l'Éducation nationale venaient simplement d'*élèves turbulents*.

Et quoi de mieux que de les stigmatiser davantage, de leur faire porter la responsabilité de ce système à bout de souffle ?

C'est tellement plus facile.

Tellement plus facile que d'assumer une fuite en avant vertigineuse de la politique gouvernementale vis-à-vis de l'école publique. Aujourd'hui, ce sont 3000 postes d'enseignantes et d'enseignants vacants à la rentrée 2023, des conditions de travail dégradées dans des établissements aux murs chancelants, et des salaires qui ne suivent pas.

En France, selon un rapport du Sénat, les professeurs travaillent en moyenne **720 heures** dans l'année pour un salaire brut de **30 935 €**. En Allemagne, le temps de travail est de **641 heures** pour **61 457 €** bruts par an. Entre 1980 et 2024, le salaire des jeunes professeurs est passé de 2,3 à 1,1 fois le SMIC. Un écart effarant, qui n'a pourtant pas empêché le Premier ministre d'augmenter le temps scolaire des collégiens et collégiennes à 50h par semaine.

Nous dénonçons cette politique répressive. Si Gabriel Attal a choisi le "choc des savoirs", nous exigeons un "choc des moyens".

C'est la raison pour laquelle nous avons **déposé un recours devant le Conseil d'État** sur la création des groupes de niveaux, qui entraîne une rupture d'égalité et contrevient aux principes fondamentaux du Code de l'éducation ; et sur le **volontariat** des professeurs sans précisions de rémunération, d'indemnités ou de primes, contraire à l'article L.115-1 du Code général de la fonction publique. Mauvaise nouvelle sur la forme : le critère de l'urgence sur lequel se fondait notre recours a été rejeté. Bonne nouvelle sur le fond : les motifs du recours sont jugés recevables par le Conseil d'État. Affaires à suivre, donc.

Faisons confiance à notre jeunesse. Et surtout, donnons-lui des opportunités et du temps pour l'engagement associatif, politique et citoyen. Soutenons les dispositifs d'intermédiation essentiels, comme les animateurs des Maisons de la Jeunesse, acteurs majeurs du dialogue avec les jeunes qui maillaient le territoire et qui d'années en années ont vu leurs effectifs se réduire.

Aidons les jeunes à s'émanciper grâce à **une allocation d'autonomie d'étude** pour leur donner les moyens de leurs ambitions : une proposition que nous avons portée au Sénat et pour laquelle nous continuerons de nous battre.

Mathilde Ollivier

Sénatrice des Françaises et Français de l'étranger. Vice-Présidente de la commission des affaires européennes. Membre de la commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport.

Notre communiqué de presse sur notre recours au Conseil d'État

FRANÇAISES ET FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER

Focus sur ... le vote par procuration entièrement dématérialisé

Quand on réside à l'étranger, **aller voter peut vite devenir un casse-tête logistique**. D'autant plus quand on vit éloigné des consulats - et qu'un déplacement doit être anticipé pour les Françaises et Français de l'étranger qui votent à l'urne.

C'est pourquoi j'ai adressé une question écrite à M. Darmanin, Ministre de l'Intérieur, pour lui demander à quelle échéance électorale l'établissement de **procurations de vote totalement dématérialisées** pourra être mis en oeuvre. Ces dernières seraient en effet un moyen efficace de pallier ces difficultés de déplacement en supprimant la contrainte de la comparution physique auprès de l'administration consulaire afin d'établir une procuration de vote.

Paris, le 02 février 2024

M. le ministre de l'Intérieur et des outre-mer,

Mme Mathilde Ollivier appelle l'attention de M. le ministre de l'Intérieur et des Outre-mer sur les difficultés d'établissement des procurations de vote pour de nombreux compatriotes à l'étranger, en raison de l'éloignement des consulats dans de nombreux pays. À ce stade, en l'absence d'identité numérique de niveau élevé permettant notamment de s'assurer du caractère volontaire de l'établissement de la procuration, une comparution physique au consulat reste nécessaire pour les Français de l'étranger.

[Lire la suite du courrier ici](#)

DERNIÈRES ACTUALITÉS

AUDITION NICOLE BELLOUBET

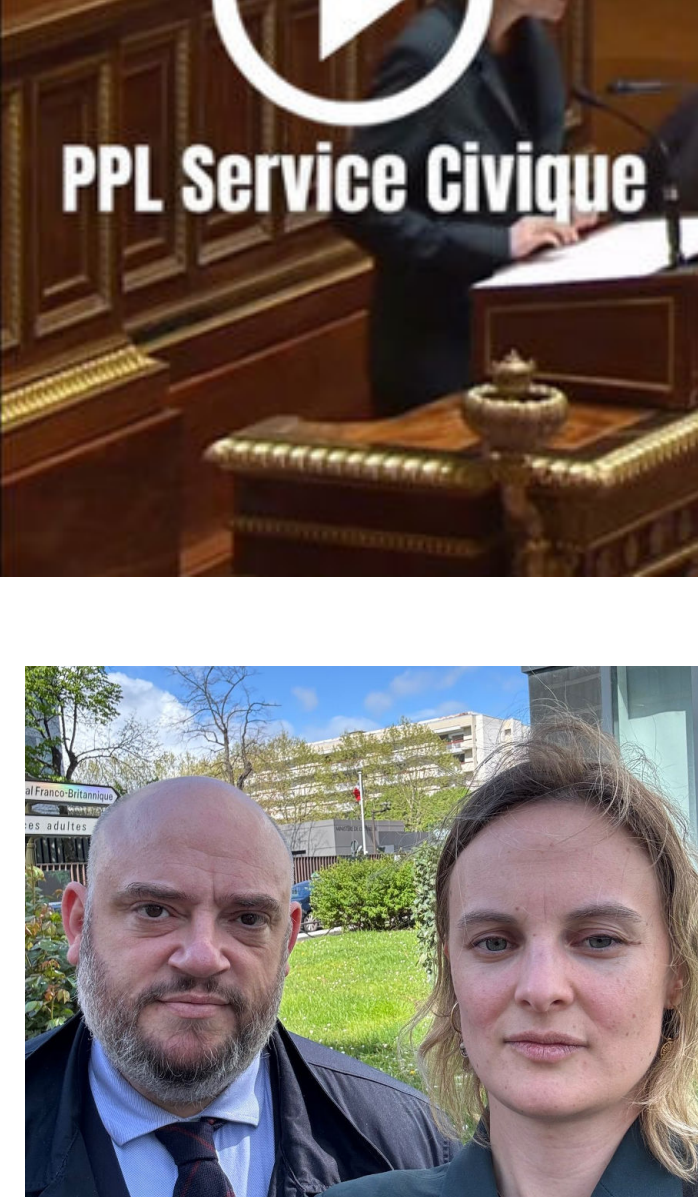
Troquer des activités scolaires contre le financement des groupes de besoin



Le 3 avril dernier, nous auditionnions au Sénat **Mme Nicole Belloubet, ministre de l'Éducation nationale et de la jeunesse**. Alors que les professeurs manifestent toujours et que des vidéos d'élèves déplorant l'état des bâtiments de leur école circulent sur les réseaux sociaux, le gouvernement a décidé de mettre les moyens ailleurs.

C'est ainsi que Gabriel Attal a sorti, par un décret - sans consultation des acteurs concernés ni études corroborant cette réforme - **la mise en place de groupes de niveau, désormais appelés "groupes de besoin"**. J'ai interpellé la nouvelle ministre sur les témoignages qui nous parviennent de professeurs contraints de supprimer des TP de science, des cours de rugby ou encore des ateliers d'écriture par manque de moyens, au profit du financement de ces fameux groupes de besoin.

J'ai également interrogé Madame la ministre sur l'évaluation des élèves dans ce nouveau cadre, **alors que l'accumulation des évaluations de CM2 et du début de 6e conduira à la constitution de ces groupes de besoin**. Tout cela viendra donc compliquer le travail des professeurs et siphonner des investissements qui pourraient être mis ailleurs (augmentation des salaires, rénovation des bâtiments, etc.).



SERVICE CIVIQUE

Non à la précarisation des jeunes

Le service civique est un marqueur fort des politiques de jeunesse. Le dispositif s'inscrit dans une volonté d'ouverture et de mixité sociale, avec au cœur la défense de l'intérêt général et de la solidarité.

Mais avant tout élargissement, il est nécessaire de renforcer ce dispositif pour qu'il ne devienne pas un nouveau statut précaire par excellence.

Face à un Gouvernement qui propose une jeunesse au pas avec le SNU, et qui annule des crédits au programme jeunesse et vie associative, nous proposons un autre chemin.



Soutien aux activistes

Le 9 avril, **avec Thomas Dossus, Sénateur du Rhône**, je suis allée soutenir les 8 personnes en garde à vue dans les locaux de la Sous-direction anti-terroriste (SDAT) suite aux actions d'occupations, blocages et *happenings* menées contre Lafarge le 10 décembre dernier.

"Aujourd'hui, ce sont celles et ceux qui défendent l'intérêt général qui sont en garde à vue à la SDAT. C'est un comble, alors que l'entreprise visée par leurs actions, Lafarge, a reconnu avoir financé Daesh."

Mes déplacements ... aux Etats-Unis, au Canada et en Espagne

Du 11 au 16 avril 2024 | New-York, Chicago

Je me suis rendu à New York et Chicago, auprès de deux communautés françaises particulièrement dynamiques, à l'image de ces deux métropoles vibrantes :

- Services consulaires rencontrés à New York et Chicago** : l'équipe consulaire new yorkaise a évoqué ses nombreuses initiatives pour un accueil de qualité à tous les usagers, dans le respect de la charte des services publics. Cela se traduit par une attention particulière à l'accueil des usagers en situation de handicap, des expérimentations d'ouverture à des horaires atypiques...
- Une offre culturelle renouvelée** avec la création de la villa Albertine, proposant des événements, des résidences d'artistes et des offres éducatives pour les francophones, avec des partenariats et une visibilité accrue. J'ai aussi pu visiter la très active Alliance Française de Chicago. Alors que je suis la proposition de loi très controversée sur le statut de professeurs de danse hip-hop et « danse du monde », ce déplacement a été l'occasion d'échanger avec la chercheuse Madison Mainwaring.
- Nous avons abordé les relations commerciales franco-américaines sous l'angle de la transition écologique** : par la visite du bateau de Grain de Sali, marque de chocolat breton engagée pour le développement du transport maritime à la voile entre la France et les Amériques, et lors d'échanges avec la chambre de commerce franco-américaine de Chicago.
- L'accès à l'éducation, à la culture et à la langue françaises est un enjeu important aux États-Unis où l'éducation a un coût qui peut être élevé**, à fortiori dans les écoles françaises. Les établissements scolaires tels que l'EFAC à Chicago jouent un rôle clé. De même, les FLAM, dont le FLAM Greater Chicago que j'ai pu rencontrer, permettent de maintenir le lien avec le français pour les enfants scolarisés localement.
- J'ai pu mesurer la vitalité des communautés françaises lors des deux réunions publiques que j'ai organisées**, mais aussi lors des rencontres avec les associations qui structurent ces communautés. J'ai ainsi eu le plaisir de rencontrer Juliette Fisbein, co-fondatrice de Women4Women, qui œuvre à soutenir des femmes victimes de violences, et à garantir un accompagnement à ces femmes en situation précaire. L'occasion de parler du travail mené avec Mélanie Vogel pour soutenir les personnes victimes de VSS à l'étranger.

[Je lis le compte-rendu du déplacement](#)



Du 16 au 23 avril 2024 | Toronto, Montréal

Toronto, Montréal, c'était mon premier déplacement au Canada ! Compte rendu ci-dessous :

- CETA**
Alors que le Sénat a rejeté il y a quelques semaines le CETA, c'était l'occasion d'expliquer pourquoi nous nous y opposons : clauses miroirs et garanties environnementales insuffisantes, absence de consultation du parlement... Il faut aujourd'hui repenser les traités de libre-échange.
- Culture & Éducation**
Alliance française & Lycée Français à Toronto, Lycée Marie de France, rencontre des SCAC... ces rencontres nourrissent mon travail parlementaire : choc des savoirs et place disponible dans les lycées pour organiser les groupes de niveau ; Écodélégués et CVL et moyens donnés pour accompagner leurs engagements.
- Échanges franco-canadiens et franco-québécois**
Ce déplacement a été l'occasion de rencontres avec les acteurs québécois et internationaux sur leurs activités et bonnes pratiques. J'ai ainsi rencontré Yann-Cédric Quérou du Service de Police de la Ville de Montréal, ou encore le représentant permanent français auprès de l'OACI Laurent Pic. C'était aussi l'occasion d'une visite à l'hôtel de ville de Montréal et d'une rencontre avec Alla Hassan-Courmou, benjamine du Conseil de la ville de Montréal, et de signer le livre d'or de la ville.
- En déplacement lors de la Journée de la Terre, j'ai participé à la manifestation organisée par les collectifs écologistes** et échangé avec élus locaux et provinciaux sur les enjeux écologistes au Canada : usines de batterie, projets d'extraction de gaz... Mais aussi de discuter des modèles de coalition et de regroupement des gauches mis en place, au niveau local avec projet Montréal comme au niveau provincial avec Québec Solidaire.
- À Toronto comme à Montréal, j'ai organisé des réunions publiques avec nos élus-es des Français de l'étranger**. Merci à Olivier, Delphine, Ramzi, Lucie, Marc, Nathalie, Thibault pour leur disponibilité et leur soutien, mais aussi à mes collègues Yann Chantrel et Rachel Kéké. L'accessibilité des services consulaires, les droits à la retraite, à la sécurité sociale, restent au cœur des préoccupations des Français du Canada, comme discuté aussi lors des échanges avec les services consulaires.

[Je lis le compte-rendu du déplacement](#)



Du 24 au 26 avril 2024 | Madrid & Valence

À peine rentrée de Montréal, j'ai profité de mon passage en Espagne pour participer à **Euromad, la simulation des institutions européennes** organisée par le lycée français de Madrid, pour rendre visite à la députée française de Valence. J'ai ainsi pu rencontrer lors d'une rencontre conjointe avec la députée du parlement de Valence **Paula Espinosa** une trentaine de Françaises et Français installés à Valence aux profils divers, entre résidents, binationaux et étudiants.

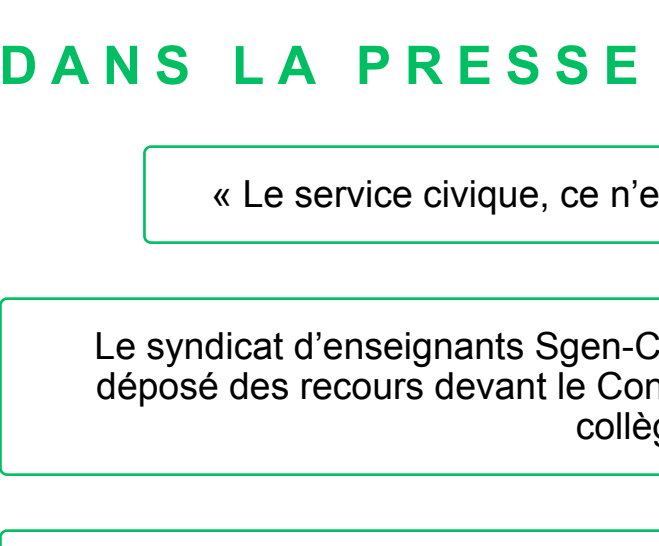
Ce déplacement m'a aussi permis de **visiter le lycée français de Valence** et de rencontrer l'équipe de direction, les syndicats, les parents d'élèves et les élèves.

J'ai aussi pu passer par La Base, une initiative très intéressante pour dynamiser les **activités culturelles et associatives françaises et francophones à Valence** : antenne du Petit Journal, association FLAM, organisation de bibliothèque française mobile dans la ville, animation de la fête de la musique... autant d'initiatives lancées par les Françaises et Français engagés de Valence !

[Je lis le compte-rendu du déplacement](#)



APPEL À L'ACTION



Baromètre FdM - ADFE

"Parce qu'elle tient à défendre au mieux les intérêts de nos compatriotes établis hors de France, l'association Française du monde **ADFE** lance son nouveau Baromètre, une vaste enquête sur les besoins et les attentes des Françaises et Français de l'étranger. Pour cette édition, l'association se penche sur les liens que vous entretenez avec la France."

[Je participe](#)

DANS LA PRESSE

« Le service civique, ce n'est pas tout beau, tout rose » | Politis

Le syndicat d'enseignants Sgen-CFDT et cinq parlementaires écologistes ont **déposé des recours devant le Conseil d'État contre les groupes de niveau au collège** | Franceinfo

TRIBUNE : Les Français-es de l'étranger dans le viseur du gouvernement Attal | Le petit journal

[Cliquez ici pour vous désinscrire](#)

Mathilde Ollivier
Sénatrice des Françaises et Français de l'étranger
15 rue de Vaugirard, 75291 Paris Cedex 06